

## Transhumance frontalière apaisée

### Le ministre Bataka à Accra pour des solutions concertées

Les réflexions pour la recherche de solutions concertées à la transhumance se poursuivent. Le problème est tellement complexe qu'il faut une approche inclusive ...



PAGE 3

#### HUMANITAIRE



#### Lutte contre la faim

### Les Lions, les Rotariens, les Léos et les Rotaractiens donnent le sourire aux enfants de 4 orphelinats à Lomé

Les clubs Lions du Togo et les clubs Rotary de Lomé s'engagent ensemble au profit des couches vulnérables. Ils ont fait don le mardi 08 octobre 2019 de vivres et de non-vivres à Lomé aux enfants orphelins de l'ONG Carrefour

PAGE 11

#### AGRICULTURE



#### Financement

### 3 813 024 585 CFA de crédits facilités par le MIFA entre le 1er Août et le 30 septembre 2019

En mettant en place le Mécanisme Incitatif de Financement Agricole fondé sur le partage de risques (MIFA) en juin 2018, le Président de la ...

PAGE 5

#### Journée du volontariat français

### Le Togo et la France ont célébré l'engagement volontaire

Dans l'optique de promouvoir et de valoriser l'engagement des milliers de volontaires français participant à des missions de développement et de solidar ...

PAGE 10



#### District autonome du grand Lomé

## La loi sur la décentralisation et les libertés locales tranche

En Conseil des ministres mercredi, le gouvernement a pris des dispositions permettant à notre pays d'avancer un peu plus sur la voie de la décentralisation empruntée depuis quelques années. Ainsi, le communiqué final montre de quelle façon le grand Lomé en particulier sera désormais administré. Toutefois, beaucoup de nos compatriotes dont des personnalités très impliquées dans le processus de décentralisation ne sont visiblement pas sur la même longueur d'ondes que le gouvernement. Or, ces dispositions ...

PAGE 3

#### REFLEXION

#### Le tricycle : Un danger public ?

Les usagers de la route au Togo sont régulièrement exposés à plusieurs risques. De la méconnaissance du code de la route à la négligence de certains conducteurs, les causes ne manquent pas. Le cas des tricycles est particulièrement inquiétant.

Les tricycles sont des charrettes attelées à des motos et qui servent à transporter des bagages et même des personnes. Ce sont des engins à trois roues. Ces dernières années, leur usage s'est généralisé surtout dans la capitale togolaise, Lomé. Cela n'est pas sans conséquences sur la circulation routière qui souffre déjà de plusieurs maux. Les conducteurs de ces engins les utilisent comme des engins à deux roues. Alors que le tricycle sur la voie publique occupe le même espace qu'une voiture ...

PAGE 3



**RIDUTO®**

RIZ DU TOGO

Le choix de la qualité et du bon goût

05 BP 328 Lomé -Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : info.riztogo@gmail.com

1 kg ; 5 kg ; 25 kg ; 50 kg

RIDUTO & RIDUTO RICE sont des marques déposées.

	<p><b>SOMMAIRE</b></p> <p>Afrique du sud / Xénophobie <b>Des dizaines d'étrangers tiennent un sit-in devant l'ONU</b></p>  <p>P 4</p>	<p>Innovation <b>Les premiers smartphones 100% made in Africa</b></p>  <p>P 5</p>	<p>Saison des pluies / Assainissement de la ville de Lomé <b>Les propositions d'un ingénieur togolais membre de l'Onit</b></p>  <p>P 10</p>
-----------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

# «Ma petite activité me permet aujourd'hui de dégager des petits revenus», KOMI Rosaline, bénéficiaire APSEF installée à Atakpamé

Atakpamé dans la région des plateaux abrite une fois de plus votre rubrique "Echos des bénéficiaires des produits FNFI" pour ce dernier numéro de la semaine. Dans cette ville à près de 200 km de la capitale Lomé, KOMI Rosaline, une vieille dame de plus de la cinquantaine demeure une commerçante très active grâce au coup de pouce du FNFI. Une petite activité qu'exerce notre vieille bénéficiaire, activité qui lui permet non seulement de garder la forme mais aussi d'en tirer quelques revenus pour renforcer son autonomie. Partage de témoignages...

Après tant d'années de vie, KOMI Rosaline avait toutes les raisons de mériter un repos en restant oisive. Mais la philosophie de cette cinquantenaire toujours sûre d'elle est toute autre, pas question pour elle de rester à la charge des autres. Tant qu'elle aura un minimum de force et tant que le Seigneur lui accordera la grâce, elle se battra toujours à l'aide de ses dix doigts.

"J'ai toujours été très active depuis ma jeunesse. Et je ne vois pas comment en ayant pris de l'âge actuellement et en ayant toutes les potentialités pour travailler, je peux rester les bras croisés et prétendre que je suis fatiguée.

Cela n'a jamais été ma philosophie. Pour moi, il faut toujours travailler et aller de l'avant. Pour éviter donc de rester oisive, évidemment que j'étais déjà au courant de l'existence du FNFI, je me suis rapprochée de COOPEC ILLEMA, une Institution de Microfinance partenaire du FNFI pour échanger avec eux sur les possibilités pour moi d'avoir un petit crédit pour rendre utile mes journées. Je n'avais pas besoin de grand-chose, juste d'un tout petit montant qui pourrait me permettre d'acheter quelque chose puis revendre devant ma maison".

Les témoignages de notre interlocutrice confirment bien l'essence du FNFI qui

est celle de rapprocher suffisamment les services financiers des groupes les plus vulnérables qui en font la demande afin de leur permettre de démarrer ou consolider une activité génératrice de revenus. "Ma petite activité me permet aujourd'hui de dégager des petits revenus qui me permettent de ne pas vivre au crochet des autres. Je suis heureuse que j'exerce une activité de mes dix doigts qui me rend fière et autonome. Je vends des balais, des spatules..., des petits articles qui s'écoulent assez facilement et me permette de dégager des petits revenus journaliers. Je n'oublie pas qu'il s'agit d'un crédit et que je dois rembourser. C'est donc pour cela que



KOMI Rosaline

J'ai mis en place une petite stratégie d'épargne de sorte que quand arrivera mon échéance de remboursement que je puisse honorer mes engagements." KD

Ceci est un programme du Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel



 <p><b>TOGOMATIN</b></p>	<p>Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Mson de la Presse: Casier N° 53 Siège Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper</p>	<p>Directeur de publication : Motchosso Kodolakina</p> <p>Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari</p> <p>Responsable web: Carlos Amevor</p> <p>Comité de rédaction: Françoise Dasilva Alexandre Wémima Edem Dadzie</p>	<p>Félix Tagba Edodji Nadia Attipoe Edem Kodjo</p> <p>Responsable administrative: Gloria Léma Yaglia</p> <p>Service commercial: DIRECT AGENCE Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00</p>	<p>Graphiste: Eros Dagoudi</p> <p>Imprimerie: Direct Print</p> <p>Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## REFLEXION

...Cela veut dire qu'il faut le rouler comme s'il en était une. Malheureusement ses conducteurs ont l'habitude de se faufiler et parfois à vive allure comme s'il s'agissait d'engins à deux roues. Cela occasionne inévitablement des accidents. S'ils ne percutent pas

un véhicule en passant, c'est un conducteur d'engin à deux roues qui est fauché. Et cela crée des conflits en permanence surtout avec les conducteurs de voitures qui ne veulent pas les sentir sur la chaussée, l'espace qui leur est réservé.

En dehors des motos, ce sont les tricycles qui sont à l'origine d'un

nombre sans cesse croissant d'accidents de la circulation. Et comme bon nombre d'usagers de la route, ceux-ci ne disposent pas du permis de conduire, ne connaissent pas le code de la route et ont des comportements dangereux sur les routes.

Pour ne pas arranger les choses, ces engins qui sont enclins à

se renverser à la moindre erreur, sont souvent surchargés avec des charges normalement destinées à des camions. En fin de semaine dernière, un conducteur de tricycle s'est tout simplement tué lorsque son engin qui transportait des planches s'est retourné l'écrasant de tout son poids.

Ce dernier n'a pas eu

le temps de sauter et il n'a pas non plus eu la chance d'être secouru. Alors doit-on considérer le tricycle comme un danger public? L'on ne va sans doute pas interdire son utilisation, mais les usagers doivent faire attention à son passage et ses conducteurs doivent faire preuve de retenue.

**Edem Dadzie**

## District autonome du grand Lomé

## La loi sur la décentralisation et les libertés locales tranche

**En Conseil des ministres mercredi, le gouvernement a pris des dispositions permettant à notre pays d'avancer un peu plus sur la voie de la décentralisation empruntée depuis quelques années. Ainsi, le communiqué final montre de quelle façon le grand Lomé en particulier sera désormais administré. Toutefois, beaucoup de nos compatriotes dont des personnalités très impliquées dans le processus de décentralisation ne sont visiblement pas sur la même longueur d'ondes que le gouvernement. Or, ces dispositions ne sont pas une invention du gouvernement. Elles ont été prévues dans la loi sur la décentralisation et les libertés locales.**



**Payadowa BoukpeSSI, ministre en charge de la Décentralisation**

**A**u lendemain du Conseil des ministres de cette semaine, les interventions sur les médias de la capitale et sur les réseaux sociaux dénotaient

d'un certain malaise au sein de l'opinion. Pour beaucoup, il s'agit d'une décentralisation centralisée. En d'autres termes, le gouvernement a donné d'une main pour

reprendre de l'autre. Le message publié par le pasteur Edoh Komi, président du Mouvement Martin Luther King (MMLK) et premier adjoint du maire dans la commune du Golf 2 illustre bien les idées qui circulent au sein de l'opinion. « Le grand Lomé avec ses 13 communes est finalement placé sous l'autorité du district du grand Lomé. Ce dernier est chargé des attributions telles que l'assainissement, l'aménagement, la gestion des marchés et des hôtels etc... ce qui relevait de la compétence du Conseil municipal », écrit-il.

De plus, le fait que ce district soit placé sous l'autorité d'un gouverneur nommé par le président de la République constitue une pilule très difficile à avaler pour certains. Mais le district du grand Lomé empêche-t-il les Conseils municipaux de jouir pleinement des compétences que leur

confère la loi? Et puis, la loi sur la décentralisation et les libertés locales ne prévoit-elle pas cette disposition? La loi n° 2019-006 du 26 juin 2019 portant modification de la loi n° 2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation et aux libertés locales, modifiée par la loi n° 2018-003 du 31 janvier 2018 a en effet créé le district autonome du grand Lomé en son article 324-2. Cela veut dire que les dispositions prises par le gouvernement en Conseil des ministres mercredi dernier, ne sont pas une invention.

Le pasteur Edoh Komi s'insurge contre la modification de cette loi à quelques jours des élections locales. Mais cela n'illustre que le fonctionnement démocratique des institutions. L'Assemblée nationale a pour rôle de légiférer en tenant compte des besoins présents et futurs. Toutes les lois sont perfectibles,

donc susceptibles de modification à tout moment. Les députés prennent librement leurs décisions. Vouloir s'y opposer, c'est aller contre un principe démocratique.

La loi sur laquelle le gouvernement s'est basé pour mettre en place le district autonome du grand Lomé est la même qui a permis à tous les candidats de prendre part aux élections locales pour devenir Conseillers municipaux et maires. Alors, pourquoi c'est maintenant que cela pose problème? Il faut avoir le courage d'aller au bout de ce que l'on a commencé.

Lorsque l'on souscrit à un processus, il faut le respecter jusqu'à la fin conformément bien sûr à la loi qui le régit. La polémique née au lendemain du Conseil des ministres de cette semaine n'est donc pas justifiée.

**Edem Dadzie**

## Transhumance frontalière apaisée

## Le ministre Bataka à Accra pour des solutions concertées

**Les réflexions pour la recherche de solutions concertées à la transhumance se poursuivent. Le problème est tellement complexe qu'il faut une approche inclusive afin d'aboutir à des résultats probants sur le terrain. C'est dans ce cadre que le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la production halieutique, Noël Koutéra Bataka, a séjourné à Accra du 7 au 10 octobre dernier afin de participer à une concertation de haut niveau sur une transhumance transfrontalière apaisée.**

**L**es pays de la sous-région et particulièrement le Togo sont confrontés depuis des années au problème de transhumance. Le déplacement de certains peuples nomades venant la plupart du temps du sahel à la recherche du pâturage pour leur bétail ne se déroule pas toujours dans

la quiétude. L'on enregistre fréquemment des conflits entre les nomades et les autochtones avec parfois des blessés et des pertes en vies humaines.

Pour certains Togolais, la solution est d'interdire tout simplement l'accès de notre territoire à ces peuples voisins pendant leur période de transhumance. Mais cela



**Noël Koutéra Bataka, ministre de l'Agriculture du Togo**

n'est pas aussi simple. Que fait-on du principe de bon voisinage? De la libre circulation des biens et des personnes à nos frontières

? L'on comprend aisément que c'est une solution extrême à laquelle il ne faut même pas penser.

Le monde est aujourd'hui

un village planétaire et les interconnexions sont multiples. Vouloir s'y opposer c'est aller contre un principe d'humanité. D'ailleurs, nos compatriotes aussi vont et viennent et résident dans plusieurs pays de la sous-région et au-delà. Alors si ceux-ci aussi décident de nous interdire l'accès à leurs pays, à quoi va-t-on assister?

Mais vu que la transhumance cause beaucoup de problème, il convient de réfléchir...

**Suite à la page 11**

Bénin / Dialogue politique contre Assises de la résistance

## La classe politique béninoise à la croisée des chemins

Alors que s'ouvre ce jeudi 10 octobre 2019 à Cotonou un dialogue politique censé réunir l'ensemble de la classe politique du Bénin sur les questions électorales, l'opposition décide, de son côté, d'organiser ce qu'elle appelle « les assises de la résistance » à Cotonou.

Ce spectacle auquel assistent impuissants les Béninois depuis ce jeudi 10 octobre 2019 démontre à quel point l'apaisement tant voulu par les deux parties n'est pas pour demain. Dans ce format décidé par le gouvernement Talon, qui exclut évidemment les principaux partis politiques de l'opposition, l'on retrouve aussi le FCBE, ou du moins, l'aile modérée du parti de Yayi Boni, qui est dépositaire d'un récépissé provisoire, objet de division au sein du parti.

Et pourtant, c'est dans cette optique que le président Patrice Talon a voulu rencontrer l'ensemble de la classe politique du pays, dans cette formalité qu'il a

instaurée avec l'exigence de récépissé, afin de trouver des compromis « aux questions essentielles, notamment électorales, dont la résolution est indispensable à la cohésion et à la marche vers le progrès ».

Cette compromission que le président Talon appelle de tous ses vœux s'apparente « à une exigence de check-up quand survient une quinte de toux d'une résonance inhabituelle ». Pour lui, la recherche permanente de l'intérêt supérieur appelle tous les Béninois au réalisme face aux défis et aux challenges récurrents. Tout en évitant le terme de « crise politique », le président Talon est revenu sur ses attentes de cette rencontre

qui vont, selon lui, permettre à son gouvernement d'accomplir des actes avec responsabilités et mesure. « Le dialogue politique s'inscrit dans mon souci permanent d'associer les acteurs politiques à la recherche des compromis aux questions essentielles, notamment électorales, dont la résolution est indispensable à notre cohésion et à notre marche vers le progrès. Sa finalité réside dans les recommandations responsables qu'il vous appartiendra de formuler à mon endroit. Mon gouvernement appréciera avec diligence la pertinence et l'opportunité de vos recommandations en vue d'accomplir les actes qui relèveront de sa



Le panel des représentants des partis politiques au dialogue politique

responsabilité.»

A quelques encablures du Palais des congrès de Cotonou, l'opposition béninoise, parmi laquelle on retrouve l'ancien président de la République Nicéphore Soglo, Candida Azannaï de Restaurer l'espoir, l'aile FCBE fidèle à Boni Yayi et d'autres leaders de l'opposition,

tenait au même moment, un contre-dialogue baptisé « Assises de la résistance ». De leur côté aussi, l'on parle aussi de recommandations à soumettre au gouvernement Talon, même si l'on s'est empressé de dénoncer le format d'exclusion du Dialogue politique.

T.M.

Tunisie / Législatives

## Ennahdha en tête avec 52 sièges, selon les résultats officiels

Avec 52 sièges sur 217, le parti Ennahdha est arrivé en tête des législatives de dimanche. Il demeure toutefois loin des 109 voix requises pour pouvoir bâtir une majorité.



Rached Ghannouchi, le leader de la formation islamiste Ennahdha

Le chef d'Ennahdha, Rached Ghannouchi, qui se présentait pour la première fois à une élection, a été élu député à Tunis, a annoncé mercredi soir l'instance chargée des élections. La formation islamiste devance Qalb Tounes, le parti du candidat à la présidentielle Nabil Karoui, créé en juin et qui entre au Parlement avec 38 sièges. Nabil Karoui, poursuivi pour fraude fiscale et blanchiment, a été libéré mercredi soir. Mais son frère Ghazi, également sous le coup d'un mandat de dépôt depuis août, n'a plus été vu en public depuis - il

n'a donc pas fait campagne, alors qu'il était candidat sur les listes de Qalb Tounes, ce qui ne l'a pas empêché d'être élu député de Bizerte (nord). Le parti social-démocrate Attayar (« Courant démocrate ») du militant des droits de l'homme Mohammed Abbou a obtenu 22 sièges.

Al-Karama, un mouvement islamiste-populiste formé récemment par Seifeddine Makhoulf, un avocat connu pour avoir assuré la défense de salafistes présumés, a quant à lui remporté 21 sièges.

De son côté, le Parti destourien libre, de l'avocate

anti-islamiste Abir Moussi, a récolté 17 sièges. Candidate déçue à la présidentielle, Abir Moussi, qui a défendu le régime du président déchu Zine el Abidine Ben Ali, est élue députée de Tunis.

Ces résultats confirment l'émiettement du Parlement, entre des formations profondément divergentes, augurant de négociations ardues pour former un gouvernement puis légiférer. Les différents courants centristes, qui s'étaient rassemblés en 2014 autour du défunt président Béji Caïd Essebsi et de son parti Nidaa Tounes, se sont présentés en ordre dispersé et ont été sanctionnés pour leurs divisions. Le parti libéral du Premier ministre Youssef Chahed, Tahya Tounes, a obtenu 14 sièges, tandis que Nidaa Tounes, qui s'est effondré en raison des luttes de pouvoir autour du fils du président, n'en a que trois, contre 86 lors des législatives de 2014.

Au total, 2,9 millions d'électeurs ont voté le 6 octobre, sur plus de 7 millions d'inscrits. L'Isie avait annoncé dès dimanche un taux de participation de 41,3%.

Jeune Afrique

Afrique du sud / Xénophobie

## Des dizaines d'étrangers tiennent un sit-in devant l'ONU

Mercredi, des dizaines d'étrangers campaient devant les locaux du Haut-commissariat aux réfugiés (HCR), au Cap, réclamant d'être pris en charge par les Nations unies.

Environ 250 personnes, parmi lesquelles de nombreuses affirmant être des demandeurs d'asile originaires de divers pays africains, ont déclaré s'être rassemblées mardi en promettant de ne pas quitter les lieux tant que le HCR n'aurait pas réglé leur situation.

Enveloppés dans des couvertures, des femmes et des enfants étaient allongés dans les couloirs du bâtiment abritant les bureaux du HCR dans le centre du Cap, tandis que des hommes faisaient les cent pas.

« Nous sommes ici parce que nous voulons que l'ONU et d'autres organisations aident les réfugiés, nous emmènent dans un endroit sûr », a expliqué Radjab Mugemangango, un chauffeur Uber rwandais de 47 ans.

« L'Afrique du Sud n'est pas un lieu de paix,

nous ne sommes pas en sécurité ». Une vague d'émeutes xénophobes a affecté plusieurs villes sud-africaines en septembre. Des centaines de commerces et de biens appartenant à des étrangers, notamment des Nigériens, ont été saccagés et incendiés, principalement à Johannesburg.

Ces troubles ont causé la mort d'au moins 12 personnes, dont une majorité de Sud-Africains, et de vives tensions entre Pretoria et Abuja. Première puissance industrielle du continent, l'Afrique du Sud, qui accueille des millions de migrants, est le théâtre régulier de ce type de violences xénophobes. Accusé d'inaction par ses pairs africains, le président Cyril Ramaphosa avait été sommé de s'excuser publiquement après les événements du mois de septembre.

Android ou iPhone ?

## Ce que le choix de votre portable dit sur votre personnalité

**Saviez-vous que votre smartphone peut en dire long sur votre personnalité ? Découvrez ce que votre téléphone révèle de vous.**

Les utilisateurs d'Android sont plus honnêtes que ceux d'iPhone ; par contre, ces derniers sont plus jeunes et plus ouverts. Des chercheurs britanniques ont récemment démontré que le choix de notre smartphone révèle certains aspects de notre personnalité. En effet, nos smartphones font désormais partie de notre identité. Beaucoup d'entre nous passent plus de cinq heures par jour sur ces appareils.

Les femmes adorent l'iPhone apparemment car l'étude révèle que les femmes sont deux fois plus susceptibles que les hommes de posséder des iPhones, sans expliquer pourquoi. Les utilisateurs d'Android, par contre, sont probablement des hommes plus âgés. « Il devient de plus en plus évident que les smartphones deviennent une mini version numérique de l'utilisateur », explique Heather Shaw, coauteure principale de l'étude.

Ceux qui adulent l'iPhone ne sont pas plus riches que les utilisateurs d'Android, selon l'étude ; mais ils sont de plus en plus préoccupés par le fait que leur smartphone est considéré comme l'indicateur de leur statut social. Ils sont également enclins à afficher des niveaux plus élevés d'émotivité. Cette étude a été menée par des chercheurs de l'Université de Lincoln et de l'Université de Lancaster en Grande Bretagne. Ils ont étudié



### L'utilisation d'un smartphone nous identifie

plus de 500 utilisateurs d'Android et d'iPhone, ainsi que leurs attitudes envers leur smartphone. Les chercheurs ont poussé leur enquête un peu plus loin en construisant un programme informatique capable de prédire le type

de smartphone qu'une personne possédait, grâce à des questions. Le système pouvait prédire le type de téléphone qu'ils avaient dans leur poche environ 70 % du temps.

**Attipoe Edem Kodjo**  
Source : BBC

### Financement dans le secteur agricole

## 3 813 024 585 CFA de crédits facilités par le MIFA entre le 1<sup>er</sup> Août et le 30 septembre 2019

**En mettant en place le Mécanisme Incitatif de Financement Agricole fondé sur le partage de risques (MIFA) en juin 2018, le Président de la République Togolaise avait pour ambition de faciliter le financement des activités agricoles par les banques. Car, le constat était que les institutions bancaires finançaient très faiblement les acteurs des chaînes de valeur agricoles (0,2% du portefeuille des banques en 2017 consacré au financement du secteur agricole) alors que l'agriculture est le principal contributeur au Produit Intérieur Brut (PIB), soit 40%. Et peu à peu, les attentes sont comblées.**

Les banques ont un meilleur regard sur l'activité agricole et les risques qui y sont liés. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elles ont été nombreuses à adhérer à l'initiative présidentielle. Entre Août et septembre 2019, avec la facilitation du MIFA SA, 3 813 024 585 de francs CFA de crédit ont été octroyés pour le financement de 200 projets des acteurs de la chaîne de valeur agricole impactant 51 667 bénéficiaires pour un total de 85 951 emplois impactés, malgré le ralentissement de ses activités de financement entre janvier et Juillet, dû à sa restructuration en société anonyme.

Ces financements ont été accordés autant à des producteurs agricoles qu'à des promoteurs d'unités de transformation agroalimentaire et des

fournisseurs de divers services agricoles.

Les domaines les plus touchés par ces crédits mis en place, selon les statistiques de la direction générale du MIFA S.A, sont entre autres, la commercialisation des intrants: 52%; la production et la commercialisation du soja: 16%; la production du riz: 13%; l'aviculture: 5%; la production du sésame: 5%; la production et la transformation de la tomate: 3%; et la production de maïs: 2%.

Sur une valeur cible de cinq (05) milliards de francs CFA à mobiliser au profit des différents acteurs des chaînes de valeur agricoles et financières du Togo au 31 décembre 2019 pour une prévision de soixante-douze mille (72.000) emplois à impacter, le MIFA S.A au 30 septembre 2019 est déjà

à environ 4 milliards de crédit effectivement mis en place.

Signe de l'engouement des acteurs du secteur agricole pour l'accompagnement de ce dispositif innovant, l'équipe du MIFA S.A a traité entre janvier et septembre 2019 plus de 500 projets évalués à environ 45 milliards de francs CFA. Ces projets selon la Direction Générale du MIFA SA sont en étude auprès des institutions financières en vue de leur financement. A travers ces performances, il est facile de noter un regain de financement de l'activité agricole par les institutions financières au Togo.

Ces chiffres viendront certainement augmenter la part du financement consacré cette année 2019 par les institutions financières au profit du secteur agricole.

**La rédaction**

### Innovation

## Les premiers smartphones 100% made in Africa

**Le Rwanda lance les premiers smartphones entièrement fabriqués en Afrique. Comment est-on parvenu à cette prouesse ?**



### Smartphones fabriqués en Afrique, y compris les accessoires

Les smartphones Mara X et Mara Z utiliseront le système d'exploitation Android de Google ; ils coûteront respectivement 175.750 francs rwandais (115.000 FCFA) et 120.250 francs rwandais (80.000 FCFA). Les téléphones sont fabriqués par la société technologique Mara Group. « C'est le premier fabricant de smartphones en Afrique. L'entreprise s'adressait à des clients désireux de payer plus cher pour la qualité. Des entreprises assemblent des smartphones en Égypte, en Éthiopie, en Algérie et en Afrique du Sud, mais importent les composants », a déclaré Ashish Thakkar, PDG de ce

groupe à l'agence de presse Reuters lors d'une visite de l'usine.

« Nous sommes en fait les premiers à faire de la fabrication. Nous fabriquons les cartes mères, nous fabriquons les sous-cartes pendant tout le processus. Il y a plus de 1000 pièces par téléphone », a-t-il ajouté. Il a dit que l'usine avait coûté 24 millions de dollars et pouvait produire 1 200 téléphones par jour.

Le président Paul Kagame a déclaré qu'il espérait que le téléphone augmenterait l'utilisation des smartphones au Rwanda, actuellement à environ 15%.

**Attipoe Edem Kodjo**



## Réconciliation des Togolais

# Le Hcrrun, le processus d'indemnisation, focus sur le travail abattu

**Trente-six (36) comités locaux de paix issus des cinq régions du Togo accompagneront le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun) dans son processus d'indemnisation des victimes des violences politiques. Lesdits comités ont officiellement été installés mardi 8 octobre 2019 à Lomé, avec la bénédiction du Hcrrun.**

Le Hcrrun a vu le jour sur proposition de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) conformément à la recommandation N°57 qui suggère à cet effet la création par loi d'un organe chargé de la mise en œuvre du programme des réparations ou à défaut, le Hcrrun créé depuis 2008 est chargé desdites attributions. La mission du Hcrrun est bien définie: proposer toutes les mesures d'ordre législatif, réglementaire ou institutionnel intégrant des aspects des recommandations de la CVJR sur la lutte contre l'impunité, les garanties de non répétition et la réparation des victimes, proposer au président toutes les mesures susceptibles de faciliter la réalisation de son mandat. La mission du Hcrrun se

décline sous d'autres formes: gérer les fonds affectés aux réparations, initier des actions de nature à contribuer l'instauration d'un climat social et politique apaisé, nécessaire à la réconciliation nationale, promouvoir la paix, la culture du dialogue et de solidarité et la participation des citoyens à la vie collective fondée sur l'acceptation des différences. Pour terminer, la mission du Hcrrun consiste à veiller au respect et à la réalisation effective des objectifs visant la lutte contre l'impunité, la promotion de la réconciliation, la paix et l'unité nationale, par toutes les instances et tous les acteurs de la vie nationale, et à assurer la conservation des archives et biens de la CVJR durant son mandat.

donner place à des perspectives encore plus prometteuses. Devant la presse, les membres du Hcrrun ont aussi présenté le bilan de la mise en œuvre de la première étape des indemnisations tout comme le rapport financier et médical. Le Hcrrun s'est fixé comme objectif de couvrir un nombre minimum de 2475 victimes sur un total de 7057 victimes recensées par la CVJR pour les événements de 2005. Comme objectif, l'atteinte

avec les 2 milliards, de 2475 victimes. A l'issue des opérations l'institution a affiché un résultat de 2510 victimes couvertes soit un taux de réalisation de 100.41%. Quant au taux de satisfaction, les statistiques montrent qu'il se situe au plan national à 96.87% avec une fourchette de quantum symbolique qui va de 420.000 Francs CFA à 2 millions 100 mille francs CFA.

Source : togosite.com

## Le Pnud appuie le Hcrrun dans sa mission

Le Pnud est l'un des partenaires du Hcrrun dans sa mission. Le programme des Nations unies a dans le cadre de ce partenariat offert du matériel roulant pour permettre au Hcrrun de mieux gérer la phase de réparation des victimes. Le don est composé de deux véhicules de marque Toyota (Land Cruiser Prado TX et Toyota Pick-up). Pour l'ancienne représentante-résidente du Pnud au Togo, Mme Khardiata Lo N'Diaye, « ces deux véhicules vont renforcer l'action que le Hcrrun a engagée

aujourd'hui dans la phase des indemnisations. Nous savons que le Hcrrun va aller à l'intérieur du pays pour rencontrer les victimes qui ne sont pas venues à Lomé », a-t-elle déclaré. La présidente du Hcrrun, quant à elle, a témoigné sa gratitude au Pnud pour son geste. « L'institution avait grand besoin de ces véhicules surtout à cette phase d'indemnisations », a indiqué Awa Nana Daboya. La cérémonie de remise du matériel s'est déroulée en janvier 2018 au siège du Hcrrun.

## L'Etat togolais apporte une aide financière au Hcrrun



Faure Gnassingbé et Awa Nana

La somme accordée par l'État togolais au Hcrrun pour poursuivre la phase d'indemnisation des victimes des soubresauts politiques qu'a traversés le pays, est de 5 milliards de francs CFA. L'information a été confirmée par les Commissaires du Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN), face à la presse le 26 septembre 2018 à

Lomé. Ceci fait suite à la première allocation de 2 milliards de francs CFA. Cette somme est destinée à l'indemnisation des victimes vulnérables de deux phases à savoir celles de 1958 à 1989 et celles de 1999 à 2004. Et suivra le reste des victimes vulnérables de 2005. Selon les explications de la présidente Awa Nana-Daboya, le Hcrrun va tirer beaucoup d'enseignements pour cette nouvelle phase pour

## 36 comités locaux de paix pour accompagner le Hcrrun

La mise en place des 36 comités s'inscrit dans le cadre d'un projet d'édification d'infrastructures de paix à vocation durable, souhaité par le gouvernement togolais avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). D'après la présidente du Hcrrun, Awa Nana Daboya, ledit projet avait mobilisé des acteurs clés du pays que sont les institutions de la république, les partis politiques, les organisations de société civile, autour des problématiques, telles que la prévention des conflits, la négociation, le leadership pour un rôle accru dans le processus de réconciliation. « Pour l'atteinte de ces objectifs, il s'est avéré nécessaire de mettre en place des structures dénommées Comité Locaux de Paix en tant qu'aboutissement des efforts conjoints du gouvernement, du Pnud et du Hcrrun », a-t-elle expliqué. Ainsi, les membres des comités locaux de paix élus dans les différentes communautés du pays seront de véritables ramifications du Hcrrun auprès

des populations. Ils participeront à cet effet, à plusieurs activités notamment lors des opérations de prise en charge psycho-médicale et/ou d'indemnisation des victimes. Tantôt sollicités pour la localisation des victimes, soit pour apporter, sous le regard professionnel des huissiers de justice, des témoignages et des éclairages précieux, soit pour l'identification des victimes relevant de leurs lieux de résidence. Tantôt encore, appelés à aider pour la compilation des informations destinées à la base de données du Hcrrun, les membres des comités entendent œuvrer à l'apaisement dans les familles ou les foyers des victimes, au secours des orphelins et autres ayants droit, a expliqué la présidente du Hcrrun. Pour le Hcrrun, il s'agit d'expérimenter des réparations communautaires telles qu'inscrites à la recommandation 54 de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR). « Au regard des impératifs liés à l'exécution de ce nouveau volet, il ressort que les activités prévues nécessitent davantage un

accompagnement local porté par des acteurs qui vivent au sein des communautés concernées par ces réparations collectives », a rappelé Awa Nana. Une formation de trois jours a démarré ce mardi à l'endroit de des membres de ces comités. Il

s'agira pour le Hcrrun de renforcer les capacités de ces acteurs sur la Justice traditionnelle, le processus de réconciliation, de l'unité nationale et de paix, ainsi que le mandat de la CVJR et la mission de Hcrrun.

## Bilan de la première phase d'action du Hcrrun

Le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun) a organisé le 26 septembre 2018 une conférence-bilan de la première étape de la première phase du processus d'indemnisation des victimes des violences à caractère politique. Selon le bilan dressé sur la période du 12 décembre 2017 au 17 septembre 2018, 2510 victimes ont été indemnisées sur une prévision de 2475 cas recensés dans les antennes régionales de Dapaong, Kara, Sokodé, Atakpamé, Kpalimé, Tsévié, Aného et Lomé. A Dapaong, 132 victimes ont été indemnisées. Elles sont 255 dans la Kara, 266 à Sokodé, 901 à Atakpamé et 317 à Kpalimé. Tsévié, Aného et Lomé ont

eu respectivement 144, 155 et 340 victimes indemnisées. 2 milliards de francs CFA ont été mis à disposition du Hcrrun pour cette première étape de la première phase où les victimes ont également bénéficié d'une prise en charge médicale et psychologique. La rencontre s'est déroulée en présence d'Awa Nana-Daboya, présidente de l'institution. Dans son allocution, la présidente du Hcrrun a rappelé le contexte de la mise en œuvre du programme de réparation et d'indemnisation. Elle s'est réjouie du bilan satisfaisant des opérations. « Ce sont des faits réconfortants qui ont jalonné le processus. Nous devons nous en réjouir », s'est-elle exclamée.

## Renforcement des capacités des huissiers de justice



Photo de famille lors de l'officialisation des 36 comités

L'institution a organisé les 24 et 25 octobre 2018 à Lomé, un atelier de formation à l'endroit des huissiers de justice du Togo. Cette formation, ouverte par la présidente de cette institution, Awa Nana-Daboya, permettra d'outiller ces huissiers sur le concept de justice transitionnelle, en vue de leur meilleur accompagnement au Hcrrun dans le processus de la mise en œuvre du programme de réparation. La session permettra à une quarantaine de participants de comprendre notamment la notion de justice transitionnelle, d'avoir une connaissance claire du mandat et de la mission du Hcrrun, de maîtriser les différentes étapes élaborées cette institution dans la prise en charge et l'indemnisation

des victimes, et les stratégies pour démasquer les tentatives de fraudes. Ceci à travers des débats autour des communications sur la justice transitionnelle, les attributions de l'huissier, le manuel de la prise en charge des victimes, le mandat et la mission du Hcrrun. Il s'agira aussi, selon la présidente de Hcrrun, Awa Nana-Daboya, de recueillir vos avis et suggestions afin de disposer d'un éventail de solutions et de pratiques plus larges susceptibles de permettre au Hcrrun de réduire de façon significative les sources des difficultés qui ont entravé les opérations lors de l'étape première que nous qualifions d'expérimentale.

## Fonctionnement et de gestion du Hcrrun

**Le Hcrrun est-il indépendant?**  
Oui, le Hcrrun jouit de l'autonomie administrative et de gestion.

**D'où viennent donc ses ressources?** Sur le plan matériel et financier, ses ressources viennent du budget de l'Etat. Elles comprennent également des dons ou subventions des partenaires au développement du Togo et de tous autres donateurs. Sur le plan des ressources humaines, le Hcrrun peut recourir à toute personne ressource dont les compétences sont jugées utiles à l'accomplissement de sa mission.

**Si le Hcrrun est indépendant, à qui rend-il compte?**

Le Hcrrun adresse un rapport à la fin de chaque semestre et un rapport annuel consolidé au président de la République. (Article 8 du décret N° N° 2014 - 103/PR). Un rapport de fin de mission du Hcrrun est également adressé au président de la République togolaise. Tous ces rapports sont rendus publics.

**Qu'est-ce que la justice transitionnelle?**

La justice transitionnelle est une justice de transition, c'est-à-dire à mi-chemin entre la justice classique et la justice réparatrice. C'est l'ensemble des mécanismes judiciaires et non judiciaires qui visent à faire sortir un pays d'un passé divisé vers un avenir commun. Elle repose sur quatre piliers fondamentaux: le droit à la vérité ou le besoin de savoir. Le droit à la justice (réparatrice ou pénale). Le droit à la réparation et institutionnelles comme garanties de non-répétition.

**Quelle est la différence entre la justice transitionnelle et la justice classique?**

La justice transitionnelle est un mécanisme centré sur la victime. Elle a une procédure spéciale et peut choisir entre la poursuite pénale et l'apaisement des cœurs à travers un programme ou processus de réparations. Elle opère dans

une limite de temps et sur un mandat précis. Contrairement aux idées reçues, le mécanisme de justice transitionnelle n'est pas un facteur d'impunité, mais plutôt un ensemble de mesures prises pour lutter contre l'impunité. La justice classique, c'est la justice pénale, donc un mécanisme judiciaire avec des procédures pénales. Elle opère dans un temps illimité avec une administration de preuves assez variée.

**Qu'entend-on par réparation en justice transitionnelle?**

C'est la reconnaissance à un individu de son statut de victime puis de son droit à obtenir compensation pour un préjudice subi. En justice transitionnelle, le but d'une réparation est d'être adéquate, effective et rapide. Elle doit promouvoir la justice sociale en remédiant aux violations du droit international des droits de l'homme ou aux violations du droit international humanitaire.

**Qu'est-ce que la cohésion sociale?**

La cohésion sociale signifie un changement positif dans les relations entre les habitants d'une même communauté. Ces personnes qui ont décidé, à un moment donné, de taire leurs divergences sociales, politiques, religieuses et autres pour bâtir ensemble leur communauté, surmonter ensemble leurs difficultés pour vivre en harmonie.

Le Hcrrun espère, grâce au programme de réparation, créer de meilleures conditions permettant de consolider la paix et la cohésion entre l'ensemble des composantes de la société togolaise. Le programme de réparation est donc un outil d'affirmation de l'identité des Togolais puisqu'il leur permet de se reconnaître à partir de leur Histoire et surtout de réparer les torts causés. C'est en définitive un outil de renforcement de la réconciliation et de l'unité entre les Togolais.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

**ACHETEZ & LISEZ désormais**

**TM** togomatin

sur **MON KIOSK.com** ou sur le portail **Lome.com**

[www.monkiosk.com](http://www.monkiosk.com) [www.alome.com](http://www.alome.com)

## AVIS DE DECES



**BANAMALE Bakaména Félicité**

Couturière à Adidogomé, survenue le samedi 21 septembre 2019 au CHU Sylvanus Olympio à l'âge de 58 ans.

La famille vous présente ses sincères remerciements et vous prie de bien vouloir assister ou de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront selon le programme ci-après :

## PROGRAMME

**Vendredi 11 Octobre 2019**

**18 H - 20 H** : veillée de prières et de chants dans la maison mortuaire, maison BANAMALE face au camp du deuxième RI d'Adidogomé.

**Samedi 12 Octobre 2019**

**06 H** : Exposition du corps  
**08 H 30** : Messe d'enterrement à la Communauté Chrétienne Saint Jean-Baptiste de Yokoè suivie de l'enterrement au cimetière de Yokoè

**Dimanche 12 Octobre 2019**

**08 H 30** : Messe d'action de grâce en la même Eglise.

**Maison Mortuaire :**

Maison BANAMALE face au camp du deuxième RI d'Adidogomé, derrière la Banque Populaire ancienne Caisse d'épargne.

## AVIS DE DECES

- le chef ADOLEHOUNME III d'Afagnangan
- Togbui AMLON d'Afagnangan
- Togbui KPOYIZUN ADZAKANUMABOU, roi de la terre de Tado
- Togbui Messan Robert GATI IV, chef traditionnel de klologo (vo)
- la famille BOCCO de klologo

Les familles parentes, alliées et amies, profondément touchées par les marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées de diverses manières lors du décès de notre cher et regretté, ADODOH K. Félix, chef service parc à Togo Terminal à la retraite décédé le 23 septembre 2019 à l'âge de 63 ans.

## PROGRAMME

**Vendredi 11 Octobre 2019**

18h 00 : Veillée de chants et de prière

**Samedi 12 Octobre 2019**

06h : exposition du corps  
 10h : levée du corps suivi de l'enterrement au cimetière de Bè kpotà  
 Maison Mortuaire :  
 Maison ADODOH Félix à Baguida Batovi non loin de l'école Jean Lamesse



**vert**  
**TOGO**  
 info  
[www.vert-togo.info](http://www.vert-togo.info)

Informer, éduquer & communiquer

## A l'Institut français de Lomé



12 OCT. / 18 OCT. - LOMÉ

### JOURNÉES PORTES OUVERTES

En octobre, l'Institut français du Togo vous ouvre ses portes. Venez (re)découvrir nos espaces et nos services en toute convivialité ! Vous voulez continuer vos études en France ? Découvrir les nouveaux espaces de la médiathèque et notre bibliothèque numérique Culturethèque ? Faire une partie de jeux vidéo avec vos amis ? Regarder gratuitement un bon...



18 OCT. / 19 OCT. - LOMÉ

### SALONS ETUDES EN FRANCE

Vous rêvez d'étudier en France ? Campus France Togo et les établissements français vous donnent rendezvous à l'Institut Français du Togo du 18 au 19 Octobre 2019. Étudiants, parents d'élèves et professionnels de l'enseignement, vous aurez l'occasion : d'échanger avec une vingtaine d'établissements français issus de divers domaines de formation (universités, écoles de commerce, instituts,...



19 OCT. / 15H30 | ADHÉRENTS & GRATUITE | A PARTIR DE 12 ANS - L'INSTITUT FRANÇAIS DU TOGO

### Atelier réalité virtuelle

Espace ado / Adhérents / Places limitées (réservation : [mediatheque@institutfrancais-togo.com](mailto:mediatheque@institutfrancais-togo.com)) / A partir de 12 ans Equipée de deux casques, la médiathèque de l'Institut français du Togo te propose de plonger dans l'univers de la réalité virtuelle ! Expérience contemplative sous la mer avec un requin blanc, course de skate et Ping Pong 2.0 ...

## Lire

« **Germinal** » d'Emile Zola. Ed Ebooks libres et gratuits. Pp 26-27

J'ai deux sous. Garde-les pour boire une chope... Mon Dieu ! qu'est-ce que je vais fiche ? Six jours, ça n'en finit plus. Nous devons soixante francs à Maigrat, qui m'a mise à la porte avant-hier. Ça ne m'empêchera pas de retourner le voir. Mais, s'il s'entête à refuser... Et la Maheude continua d'une voix morne, la tête immobile, fermant par instants les yeux sous la clarté triste de la chandelle. Elle disait

le buffet vide, les petits demandant des tartines, le café même manquant, et l'eau qui donnait des coliques, et les longues journées passées à tromper la faim avec des feuilles de choux bouillies. Peu à peu, elle avait dû hausser le ton, car le hurlement d'Estelle couvrait ses paroles. Ces cris devenaient insoutenables. Maheu parut tout d'un coup les entendre, hors de lui, et il saisit la petite dans le berceau, il la jeta sur le lit de la mère, en balbutiant de fureur : Tiens ! prends-la, je l'écraserais... Nom de Dieu d'enfant ! ça ne manque de rien, ça tête,

et ça se plaint plus haut que les autres ! Estelle s'était mise à têter, en effet. Disparue sous la couverture, calmée par la tiédeur du lit, elle n'avait plus qu'un petit bruit goulu des lèvres. Est-ce que les bourgeois de la Piolaine ne t'ont pas dit d'aller les voir ? reprit le père au bout d'un silence. La mère pinça la bouche, d'un air de doute découragé. Oui, ils m'ont rencontrée, ils portent des vêtements aux enfants pauvres... Enfin, je mènerai ce matin chez eux Léonore et Henri. S'ils me donnaient cent sous seulement. Le silence recommença. Maheu

était prêt. Il demeura un moment immobile, puis il conclut de sa voix sourde : Qu'est-ce que tu veux ? C'est comme ça, arrange-toi pour la soupe... Ça n'avance à rien d'en causer, vaut mieux être là-bas au travail. Bien sûr, répondit la Maheude. Souffle la chandelle, je n'ai pas besoin de voir la couleur de mes idées. Il souffla la chandelle. Déjà, Zacharie et Jeanlin descendaient ; il les suivit ; et l'escalier de bois craquait sous leurs pieds lourds, chaussés de laine. Derrière eux, le cabinet et la chambre étaient retombés aux ténèbres. Les enfants dormaient,

les paupières d'Alzire elle-même s'étaient closes. Mais la mère restait maintenant les yeux ouverts dans l'obscurité, tandis que, tirant sur sa mamelle pendante de femme épuisée, Estelle ronronnait comme un petit chat. En bas, Catherine s'était d'abord occupée du feu, la cheminée de fonte, à grille centrale, flanquée de deux fours, et où brûlait constamment un feu de houille. La Compagnie distribuait par mois, à chaque famille, huit hectolitres d'escaillage, charbon dur ramassé dans les voies... »

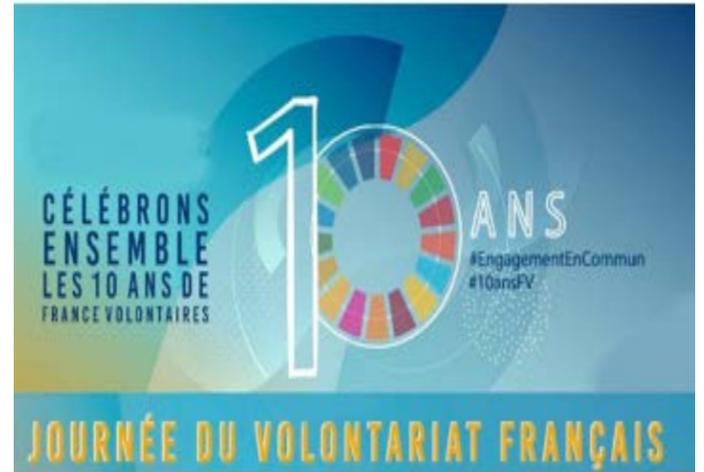
**Journée du volontariat français****Le Togo et la France ont célébré l'engagement volontaire**

**Dans l'optique de promouvoir et de valoriser l'engagement des milliers de volontaires français participant à des missions de développement et de solidarité partout dans le monde, "France volontaires", comme les années précédentes, a organisé hier à l'Institut français de Lomé, la Journée du volontariat français (JVF). Au cours de cette journée, les différents acteurs ont reconnu, à juste titre, la qualité du volontariat au Togo.**

Entrée sous le thème : « L'engagement volontaire au Togo, aujourd'hui et demain », la Journée du volontariat français a été ouverte par l'exécution des deux hymnes nationaux (« La Marseillaise » et « Terre de nos aïeux ») repris en chœur par toute l'assistance avant de laisser place au représentant national de "France volontaires" au Togo, Moussa Bah, pour son mot d'introduction : « Je tiens à remercier la ministre Victoire Dogbé qui ne ménage aucun effort pour le développement

et la cohabitation des volontariats togolais et français ». L'ambassadeur de France au Togo, Marc Vizy, tout en souhaitant « bonne chance aux volontaires présents à la cérémonie », a reconnu, pour avoir été lui-même volontaire dans sa jeunesse, que « le volontariat est une expérience inoubliable qui concourt à l'épanouissement et à la formation de l'homme. Le volontariat est synonyme d'altruisme, de générosité ; des valeurs que prônent nos deux pays ». Pour le Français, « les jeunes

togolais peuvent apprendre beaucoup de choses à leurs homologues français et inversement. La jeunesse togolaise est porteuse de solidarité, un caractère qui se dissipe en Europe ». La ministre du Développement à la base, de l'Artisanat et de la Jeunesse, Victoire Tomegah Dogbé a reconnu que « le volontaire change des vies. Des témoignages des populations bénéficiaires sont les meilleurs signes de cette réalité ». C'est pourquoi, a-t-elle confié, « je suis admirative des valeurs humaines que



défend le volontariat ». Au nom du président de la République togolaise, « je tiens à exprimer ma reconnaissance à tous les volontaires et à France volontaires pour le partenariat engagé avec le Togo et le soutien sans cesse renouvelé au volontariat togolais ».

Le vœu le plus cher du gouvernement « est de déployer chaque année près d'une cinquantaine de volontaires togolais en France ». A tous les volontaires, elle a rappelé : « Votre détermination est la clé de votre réussite ».

**Augustin Akey (Stagiaire)**

**Saison des pluies / Assainissement de la ville de Lomé****Les propositions d'un ingénieur togolais membre de l'Onit**

**Les problèmes d'inondation et d'assainissement de la ville de Lomé qui se posent avec acuité ces derniers jours depuis le début de la petite saison des pluies préoccupent l'Ordre national des ingénieurs du Togo (Onit). L'un d'eux, docteur-ingénieur Gbafa K. Senanou a fait des recherches dans le cadre de sa thèse de doctorat. Les résultats de cette thèse ont été présentés le mercredi 9 octobre 2019, à l'Université de Lomé en présence du directeur général de l'Agence nationale d'assainissement et de salubrité (Anasap), le général Berena Gnako, qui a ouvert la présentation.**

« Ingénierie des catastrophes liées aux inondations : modélisation des intensités d'averses et du schéma directeur d'assainissement pluvial dans la ville de Lomé au Togo », est le thème de cette thèse soutenue le 18 mars 2019. Cette thèse, est le fruit de plus de quatre années de recherches dont le but est de contribuer à la réduction

des risques de catastrophes liées aux inondations dans la ville de Lomé. Elle a permis d'effectuer des relevés sur les ouvrages d'assainissement pluvial de 172 voies revêtues de Lomé, en considérant un échantillon des zones à aléas récurrents et les bassins versants les plus étendus de la ville. Cinquante (50) années de relevés pluviométriques de

la station Lomé aéroport ont également été exploitées. Cette étude ressort une insuffisance notable d'ouvrages d'assainissement pluvial dans la ville, à cause de caniveaux inexistant, de caniveaux sans exutoires, de caniveaux à ciel ouvert et de caniveaux de fortune construits par la population. Elle propose un nouveau schéma directeur pour

répondre aux contraintes des changements climatiques et de gestion intégrée des eaux pluviales de la ville de Lomé pour un coût total de réalisation estimé à sept cent quatre-vingt-sept milliards de francs CFA. « Depuis notre création, nous sommes très souvent interpellés sur des problèmes d'ordre techniques et technologiques. Depuis un certain temps on constate des inondations et comme un des nôtres avait déjà eu à faire une thèse, nous avons voulu prendre connaissance de cette thèse et proposer des solutions au gouvernement.

Lomé s'est étendue et le dernier plan de la ville date de 2004. Cette thèse propose un nouveau plan de direction de Lomé sur la base de l'ancien existant avec toutes les améliorations », a déclaré Mme Bouyo P. Eliane, porte-parole de l'Onit. Faudra rappeler que la présentation des travaux de docteur-ingénieur Gbafa s'est déroulée en présence des représentants du ministère de la Ville de l'Urbanisme et de la Salubrité publique, de la direction générale des Travaux publics et de l'Agence nationale de la protection civile.

**TM**

**UNFPA / Bilan de la mise en œuvre du Programme d'action de la CIPD****Une délégation togolaise présentera les progrès réalisés par le Togo en novembre à Nairobi**

**Le Togo sera présent du 12 au 14 novembre prochains à Nairobi au Kenya dans le cadre de la conférence de haut niveau qu'organisent l'UNFPA et le gouvernement kényan sur l'accélération de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD).**

L'information a été donnée hier jeudi 10 octobre par Mme Josiane Yaguibou, la nouvelle représentante de l'UNFPA au cours d'une rencontre qu'elle a eue avec la presse. Cette dernière et une délégation d'environ

quarante Togolais seront dans le cadre de cette conférence à Nairobi. La délégation comprendra des membres du gouvernement et le coordinateur du SNU à Lomé, Damien Mama.

Au cours de sa rencontre

avec la presse, la responsable du Fonds des Nations unies pour la population a profité pour faire le point des actions engagées par le Togo et des résultats obtenus. Le Togo a pris diverses mesures législatives qui vont dans

le sens des actions menées par l'agence onusienne. On peut citer le code de la santé, la loi sur la reproduction, le code des personnes et de la famille, le code pénal révisé. On peut également parler du taux de planification familiale qui est passé de 08% à 21,4% en une décennie, de la mortalité maternelle pour 100.000 naissances vivantes a été

réduite (401 décès en 2014). « D'importants progrès ont été réalisés en matière de lutte contre la mortalité maternelle, d'accès des populations aux moyens d'espace des naissances, d'accès des jeunes à l'information et aux services de santé sexuelle et reproductive... », a reconnu Mme Yaguibou.

**R. Zakari**

## Lutte contre la faim

## Les Lions, les Rotariens, les Léos et les Rotaractiens donnent le sourire aux enfants de 4 orphelinats à Lomé

Les clubs Lions du Togo et les clubs Rotary de Lomé s'engagent ensemble au profit des couches vulnérables. Ils ont fait don le mardi 08 octobre 2019 de vivres et de non-vivres à Lomé aux enfants orphelins de l'ONG Carrefour Tiers Monde, de la cantine scolaire "à la table de Saint Antoine de Padoue", de l'ONG Espoir Vie Togo et du Centre Kekeli. Cette action commune a eu lieu à la cantine scolaire "à la table de Saint Antoine de Padoue". La démarche s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la faim, l'un des domaines d'intervention prioritaires de ces deux plus grandes organisations philanthropiques au monde.

Aujourd'hui dans le monde plus de 821 millions de personnes souffrent de la faim. Et ce chiffre ne cesse d'augmenter au fil des années. C'est dans ce contexte actuel, marqué par la baisse des dons traditionnels, que ces bénévoles engagés au service de leur communauté ont choisi de se mettre ensemble pour impacter le plus grand nombre d'enfants orphelins. Selon Hermann Gallé DJIBOM, premier Vice-Gouverneur du District 403 A2 du Lions Club, cette œuvre a deux dimensions.

« Nous voudrions d'abord rappeler que nous sommes des clubs service et notre mission est de faire des actions sociales pour soulager les populations les moins nanties. Le bien-être des

enfants et particulièrement la lutte contre la faim sont au cœur de nos préoccupations. Ensuite, la concrétisation de cette œuvre commune crée un rapprochement entre nos deux clubs services. Nous allons pouvoir encourager cette proximité de nos clubs services et éventuellement avec les autres clubs services de la cité pour que nos actions prennent encore plus d'ampleur », a-t-il expliqué. Pour Guy Franck AJAVON, un des Assistants Gouverneurs des clubs Rotary de Lomé « c'est une journée mémorable parce que c'est la première fois que les clubs Lions et les clubs Rotary font une action commune au Togo. Cette action s'inscrit dans le cadre de la journée internationale de l'alimentation. C'est pourquoi,

nous avons choisi de faire le don de vivres et non-vivres aux enfants orphelins pour leur dire que nous sommes avec eux », a-t-il ajouté.

Le don est composé d'une part d'une variété de produits alimentaires (riz, huile, sucre, lait, tomate, spaghetti etc..) et d'autre part des vêtements pour les enfants de 0 à 20 ans.

A la suite de ce don, les Rotariens, les Lions, les Rotaractiens et les Léos ont partagé un repas avec les enfants bénéficiaires et leurs encadreurs.

Les bénéficiaires ont salué la démarche commune des Rotariens et des Lions. Ils ont saisi cette occasion pour demander à ces deux organisations de ne pas



Photo de famille des donateurs et des bénéficiaires

s'arrêter à cette action car d'autres besoins existent.

« Nous voulons sincèrement remercier les Rotariens et les Lions pour cette œuvre commune qui profitera à près de 2000 enfants des quatre (4) orphelinats. A travers ce don, ils viennent de donner le sourire aux enfants. Nous profitons pour leur dire de nous venir régulièrement en aide car nos besoins sont énormes », a indiqué Augustin Dokla, porte-parole des bénéficiaires.

Le Lions International et le Rotary International sont deux grandes organisations philanthropiques les plus vieilles au monde. Au Togo, les Rotariens et les Lions mènent des actions envers les communautés depuis plus de 50 ans. Ils travaillent avec détermination pour améliorer les conditions de vie des communautés à travers de milliers de projets humanitaires réalisés.

La rédaction

Édition 2019 de la Journée internationale des personnes du 3<sup>e</sup> âge

## Des vivres pour des personnes âgées à Togblécopé

Les personnes du 3<sup>e</sup> âge et les enfants orphelins et vulnérables ciblés par l'ONG locale, Cercle d'Aide aux Enfants de Rue dans le canton de Togblécopé, situé à environ 10 km à la sortie nord de Lomé, ont reçu chacun, des dons à l'occasion de journée internationale des personnes du 3<sup>e</sup>me âge célébrée chaque 1er octobre. Comme chaque année, l'ONG « Tous Contre la Pauvreté » a ciblé cette localité, eu égard aux nombreuses sollicitations à elle adressées.

Les vivres qui ont été distribués sont composés de riz, d'huile, de boîtes de conserve et de pâtes alimentaires. Les bénéficiaires, des femmes du troisième âge, se battent, selon l'ONG Tous Contre la Pauvreté (TCP) pour trouver difficilement un repas par jour. Sous le poids de l'âge et démunies, elles ne savent, dans cet état, à quel

saint se vouer. Ces femmes bénéficiaires ont alors accueilli ce geste de l'ONG comme un cadeau du ciel. « Je vais allumer aujourd'hui. Je pourrai appeler mes petits fils d'apporter leurs assiettes! Oui, parce que moi aussi, je vais allumer le feu sous ma marmite aujourd'hui », s'est réjouie l'une des bénéficiaires Amavi Agbossou. Et à Afé Hédédji de

renchérir : « Nous sommes très heureuses aujourd'hui, qu'on ait pensée à nous. Ce que j'ai reçu est très grand pour moi. Je remercie l'ONG Tous Contre la Pauvreté. Que Dieu bénisse les donateurs ». Dans la foulée de cette journée, TCP a marqué d'une pierre deux coups. C'est aussi une tradition pour cette structure à caractère humanitaire de soutenir les élèves orphelins et démunis à chaque rentrée scolaire. Du cours primaire en classe de terminale, ils sont une cinquantaine à bénéficier de kits complémentaires pour leurs fournitures scolaires afin de continuer

l'année académique en toute quiétude. Son kit en main, Kankoué Ayélé Diana déclare : « Depuis la rentrée, je n'ai pas encore la totalité de cahiers. Je joins difficilement les deux bouts. Avec ceci, ce problème est résolu pour moi. Je remercie vraiment l'ONG Tous Contre la Pauvreté ».

En tout, il a fallu une bagatelle d'un demi-million de FCFA à l'ONG TCP et ses partenaires pour rendre, tout ce monde, joyeux. Le responsable de l'ONG, M. Frédéric MESSAGAVO a exprimé tout le plaisir qu'il a eu de partager ces instances moments avec cette frange démunie de la

société. Il est revenu sur les valeurs de la solidarité qui doivent accompagner nos actes, lorsqu'il arrive dans l'année, chaque 1er octobre, de commémorer cette journée, celle des personnes du 3<sup>e</sup>me âge ; car « si nous n'y sommes pas encore, nous y serons à coup sûr. C'est un passage obligé de la vie et tout est question de temps », a-t-il ajouté.

« Tous Contre la Pauvreté » mène ces actions en faveur des couches vulnérables et démunies au Togo depuis 2005. Son siège social est basé à Notsè.

TM

## Transhumance frontalière apaisée

Suite de la page 3

## Le ministre Bataka à Accra pour des solutions concertées

...à des solutions pour l'encadrer. Entre-temps, les États avaient défini des couloirs de transhumance. Mais il semble que cela ne suffit pas. Certains vont quelquefois au-delà de ces limites. Les rencontres entre ministres de l'Agriculture et d'autres experts s'avèrent

nécessaire. Le secteur est en effet très affecté par le phénomène. La rencontre à laquelle monsieur Bataka a pris part était organisée par le gouvernement de la République du Ghana en partenariat avec la Commission de la Communauté économique

des États de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) et la Banque mondiale à l'endroit des pays du couloir central comprenant trois États du sahel (Burkina Faso, Mali, Niger) et cinq pays côtiers (Bénin, Côte d'Ivoire, Nigeria, Togo et Ghana). La rencontre se situe dans le cadre de

l'institutionnalisation de concertations multi acteurs pour une transhumance apaisée, initiée en partenariat avec les organisations socioprofessionnelles agricoles de la sous-région. Ses objectifs étaient : faire le bilan de la campagne passée, formuler des

recommandations pour prévenir les conflits au cours de la campagne à venir, discuter des difficultés que rencontrent les pays à activer les plans contingence en cas de crise et aborder si nécessaire divers autres sujets.

Edem Dadzie

# RIDUTO®

RIZ DU TOGO

1kg,

5 kg,

25 kg,

50 kg



*Le choix de la qualité et du bon goût*

05 BP 328 Lomé - Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : [info.riztogo@gmail.com](mailto:info.riztogo@gmail.com)

RIZ DU TOGO RIZ DU TOGO RIZ DU TOGO sont des marques déposées